

Le pouvoir aux travailleurs

23 Novembre 2008

N° 149

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

<u>SOMMAIRE</u>	PAGES
<u>EDITORIAL :</u>	
- POUR FAIRE FACE A LA VIE CHERE IL FAUT UNE AUGMENTATION CONSEQUENTE DES SALAIRES !	2
- LE FAUX SUSPENS AUTOUR DU REPORT DE L'ELECTION PRESIDENTIELLE	3 - 4
- LES MILICIENS AU SERVICE DU POUVOIR SONT TOUJOURS LA !	4
- GREVE DES ENSEIGNANTS	5
- MALGRE LA SUPPRESSION DE LA CARTE DE SEJOUR, LES RESSORTISSANTS DE LA CEDEAO CONTINUENT D'ETRE HUMILIES ET RACKETTES.	5
- BAISSSE DU PRIX DU CARBURANT ET MAINTIEN DES TARIFS DU TRANSPORT. IL Y A TRICHERIE !	6
- QUAND NOS DIRIGEANTS PRETENDENT LUTTER CONTRE L'INSALUBRITE !	6 - 7
- FILTISAC : UN JOUR FERIE VOLE !	9
- MAERSK : CE N'EST PAS AUX TRAVAILLEURS DE PAYER LES ERREURS DE POINTAGE !	9
- SORTIE DU PERSONNEL MAERSK : BLAGUER TUER !	10
- SOGICI-BOIS : MÊME MALADE, IL FAUT TRAVAILLER	10 - 11
- SOCIFAD : LA PRECARITE POUR LES TRAVAILLEURS ET LE PROFIT MAXIMUM POUR LES PATRONS	11
LES CLASSES PAUVRES N'ONT PAS A FAIRE LES FRAIS DU CAPITALISME EN CRISE	12 - 13

**POUR FAIRE FACE A LA VIE CHERE
IL FAUT UNE AUGMENTATION CONSEQUENTE DES SALAIRES !**

Le gouvernement avait présenté sa récente décision de diminuer un petit peu les prix du gaz et du carburant comme une mesure salutaire pour soulager la souffrance de la population face à la cherté de la vie. Mais on constate que dans la plupart des points de vente le prix de la bouteille de gaz reste inchangé. Il en est de même pour celui du transport urbain. Face à cette non répercussion des prix à la baisse, le gouvernement s'est contenté de dire que lui, il a fait son travail et que la balle est maintenant dans le camp des commerçants et des transporteurs. Par conséquent les consommateurs et les usagers devraient se tourner vers eux. C'est un discours trompeur pour masquer sa propre responsabilité.

A quoi sert le gouvernement s'il n'est pas capable d'imposer ses décisions aux commerçants et aux transporteurs ? En réalité il a les moyens de les contraindre, tout comme il peut contraindre l'ensemble du patronat à respecter ne serait-ce que la législation sociale en vigueur qui ne lui est déjà pas défavorable. Mais s'il ne le fait pas c'est pour toute autre raison, sociale celle-là. Ceux qui nous gouvernent aujourd'hui, comme ceux d'hier, sont totalement au service de la classe possédante. Il y a mille et un liens qui les unissent socialement et humainement. Ils ont des intérêts communs. La plupart des ministres et des hauts dignitaires du régime (ceux d'aujourd'hui comme ceux d'hier), sont en même temps des hommes d'affaires. Quand ils ne sont pas membres des conseils d'administration des grosses entreprises, ils ont les leurs propres. Voilà pourquoi ceux qui dirigent ce pays se montrent si complaisants et compréhensifs envers les possédants, surtout les plus gros, tout étant autoritaires et méprisants envers les classes populaires.

Si le souci de nos dirigeants était d'aider les familles à faibles revenus de faire face au coût élevé de la vie, ils devraient décider unilatéralement d'augmenter de manière significative tous les salaires. Ils devraient décréter cela dans le public comme dans le privé, à commencer par ceux qui sont au plus bas de l'échelle. Mais ils ne le font pas et ne le feront pas car ce serait aller à l'encontre de leurs propres intérêts.

Pour que les salaires des travailleurs ne soient pas rongés par les augmentations incessantes des prix des denrées et du transport, la moindre des choses c'est qu'ils soient indexés directement sur le coup réel de la vie. Or les salaires des travailleurs sont bloqués depuis des années alors qu'entre temps le prix de toutes les choses ont augmenté en flèche. Il faut donc au moins rattraper ces années de manque à gagner pour les familles de la classe laborieuse.

Les travailleurs ne peuvent donc pas compter sur les dirigeants de ce pays pour obliger les patrons à augmenter significativement leurs salaires. Ce sont eux seuls qui pourraient imposer cela par leur mobilisation et par leurs luttes collectives. Ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour améliorer leur sort.

LE FAUX SUSPENS AUTOUR DU REPORT DE L' ELECTION PRESIDENTIELLE

Pour la troisième fois depuis les accords de Ouagadougou, l'élection présidentielle dont la dernière date prévue était le 30 novembre, a été reportée pour une date ultérieure. Il est question maintenant qu'elle ait lieu « avant la fin du printemps 2009 ». S'agit-il du printemps de l'hémisphère nord ou de l'hémisphère sud ? Et puis qui sait quand est-ce que débute et finit le printemps dans ce pays pour la simple raison que c'est une saison qui n'existe pas sous nos latitudes ?

A vrai dire, c'était un secret de polichinelle que cette élection ne pouvait pas avoir lieu le 30 novembre. Quand on sait que dans une grande ville comme Bouaké, l'identification et l'inscription aux listes électorales ne viennent que de commencer il y a tout juste quelques jours et que dans le district d'Abidjan seulement un million de personnes sont inscrites à ce jour sur les quatre millions prévues, il était impossible de tenir l'engagement du 30 novembre.

Les raisons invoquées pour expliquer ce report sont nombreuses et variées. Tantôt on invoque des raisons « techniques » ; tantôt on accuse le manque de formation du personnel chargé de l' « enrôlement » ; tantôt on les accuse d'avoir fait une grève pour revendiquer l'augmentation de leurs salaires ou le versement des primes qui leur ont été promises ; tantôt on dit que les centres d'enrôlement ne sont pas sécurisés, etc.

La dernière trouvaille de Gbagbo c'est de désigner les « fraudeurs » comme un des responsables de cette lenteur. Lui et son parti accusent les « non ivoiriens » de vouloir s'inscrire massivement dans les listes électorales ou de vouloir obtenir frauduleusement la carte

d'identité ivoirienne. Ses services, a-t-il dit dans un récent discours, ont découvert « deux cas de fraude » dans telle région. Alors, il exhorte ses partisans à être « vigilants » pour démasquer les « fraudeurs ». Les militants et les gros bras du FPI ne se sont pas fait prier deux fois. On les voit par exemple, déguisés en « bénévoles » dans certains quartiers de Yopougon avec leur T-shirt portant l'inscription « Je suis ivoirien et je m'enrôle. Et toi ? ». Ils sont présents tous les jours, de l'ouverture à la fermeture des bureaux. Ils exigent que les gens qui font le rang leur présentent leur pièce d'identité. De quel droit ? Sont-ils des policiers pour avoir le droit d'exiger qu'on leur présente les pièces d'identité ? Ou bien ont-ils été mandatés par ceux qui ont la charge d'organiser les élections ? Rien de tout cela. « Nous le faisons, disent-ils, de façon bénévole, par patriotisme ». Aujourd'hui ils se contentent d'intimider. Demain ils prendront peut-être des machettes s'ils reçoivent des ordres de leurs responsables. Ils l'avaient déjà fait hier. On se souvient des tristement célèbres « escadrons de la mort ».

On le sait, Gbagbo n'est pas du tout pressé d'aller aux élections. Lui, il est assis sur le trône. Ses concurrents sont certainement plus pressés que lui car ils veulent le déloger. Cela n'a pas empêché Gbagbo de fanfaronner en disant, il n'y a pas si longtemps de cela : « Allons aux élections, vite, vite, vite ! ». Mais c'était « vite » à l'allure de la tortue !

Tous disent qu'ils veulent une élection « propre ». Mais tout ce cinéma autour des raisons du report et de la nouvelle date permet aux tenants du pouvoir

comme à ceux de l'« opposition » de faire diversion auprès de la population laborieuse. Cela leur permet de détourner l'attention des travailleurs et des petites gens des véritables problèmes que sont la cherté de la vie, les bas salaires, les mauvaises conditions de vie dans les quartiers pauvres, les délabrements des hôpitaux et des écoles publiques, etc.

Il faut que nous sachions que quelle que soit la date qu'ils choisiront et quel que soit le vainqueur, les travailleurs n'ont aucune illusion à se faire quant à l'amélioration de leurs conditions d'existence. Leur salut ne viendra jamais d'une élection, quelle qu'elle soit, mais de leur propre capacité à s'organiser et à imposer leurs revendications au patronat et au pouvoir qui est à son service.

LES MILICIENS AU SERVICE DU POUVOIR SONT TOUJOURS LÀ !

Cela fait des années que Gbagbo et consorts parlent de « paix » et de « réconciliation » dans ce pays. Ils font tout un cinéma sur leur prétendue volonté de « désarmer et démobiliser » les milices. Mais les beaux discours et les bonnes intentions ne peuvent pas cacher la réalité du terrain.

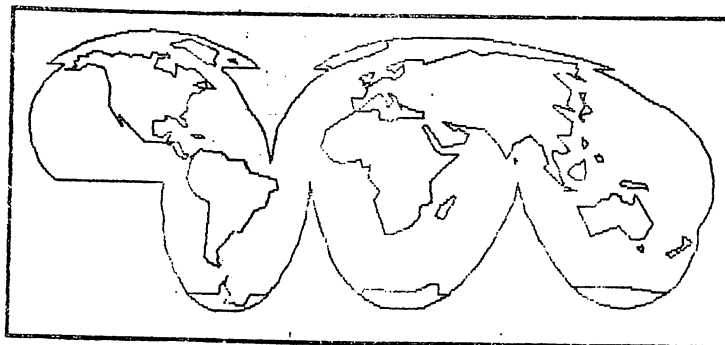
L'actualité nous rapporte en effet qu'au début du mois de novembre, ce sont d'abord 300 miliciens appartenant au Groupement des patriotes pour la paix (GPP) qui ont été « délogés » d'un complexe hôtelier délabré de Vridi. Ensuite, il y a tout juste quelques jours, ce sont 2100 autres miliciens appartenant cette fois-ci au Groupement des combattants pour la libération de Côte d'Ivoire (GCLCI) qui ont été aussi « délogés » de Biabou, une bourgade située sur la

route d'Alépé, par les forces armées officielles.

Ces milices n'étaient donc pas cachées, puisqu'ils vivaient de façon groupée, au vu et au su de tous. Qui les entretenaient ? Qui les avaient placés à ces endroits ? Le pouvoir dit les avoir « délogés » de ces endroits. Le mot juste serait plutôt un recensement et un redéploiement des troupes, pour ne pas être trop visibles et prêter le flanc aux critiques de l'opposition.

Ainsi, Gbagbo et ses partisans prétendent vouloir aller aux élections. Mais élections ou pas, ce qu'ils veulent avant tout c'est garder le pouvoir. Sinon, pourquoi entretiennent-ils encore aujourd'hui des milices en pleine ville d'Abidjan. Leur armée, leur police et autres forces de l'ordre ne leur suffisent-elles pas ?

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

GREVE DES ENSEIGNANTS

Des enseignants des collèges et lycées publics de la région de Dimbokro, Daoukro et Arrah ont vu une partie de leur salaire coupée sur la paie du mois d'octobre pour fait de grève.

Ces enseignants étaient en grève pour des revendications salariales. Ils avaient déposé un

préavis de grève en bonne et due forme auprès du ministre Bleu-Lainé. Ce qui n'a pas empêché ce dernier de qualifier cette grève d'illégale et de couper les salaires de ces enseignants de 150.000 Fr à 175.000 Fr à chacun.

Cette crapulerie n'empêche pas le candidat du FPI de se présenter comme le candidat du peuple !

MALGRE LA SUPPRESSION DE LA CARTE DE SEJOUR, LES RESSORTISSANTS DE LA CEDEAO CONTINUENT D'ETRE HUMILIES ET RACKETTES.

Pour avoir refusé de payer la somme de mille francs en échange de ses pièces confisquées par des corps habillés, un petit commerçant malien s'est vu dépouillé de sa marchandise par ceux-ci à Williams ville. Un autre jeune Burkinabé a été dépouillé par des hommes en tenue parce qu'il avait, au cours d'un contrôle, présenté une carte consulaire burkinabé. A Portbouet, un jeune étudiant ivoirien dont le nom ne sonne pas ivoirien pour les "Forces de l'ordre", a failli rater sa composition parce que arrêté par eux. Il a fallu la solidarité de ses camarades pour que celui-ci soit libéré. A Yopougon, des vieux Nigériens ont essuyé les menaces et les humiliations des policiers parce que ceux-ci n'avaient pas de l'argent à leur donner en échange de leurs pièces

confisquées. La liste des exactions que subissent les pauvres gens dans les quartiers précaires et surtout les non nationaux n'est pas exhaustive.

Pourtant, il y a quelques mois, devant la communauté burkinabé vivant en Côte d'Ivoire, Gbagbo après avoir dit qu'il supprimerait la carte de séjour, a même pris un décret à cet effet. Les cartes consulaires leur permettraient de circuler sans être inquiétés. La réalité sur le terrain est toute autre. Les corps habillés n'entendent pas appliquer ce décret. Ils traquent les travailleurs et les gens de petits métiers surtout non nationaux pour qu'ils leur payent des "droits de circulation", une nouvelle forme de racket.

L E U R S O C I E T E

BAISSE DU PRIX DU CARBURANT ET MAINTIEN DES TARIFS DU TRANSPORT. IL Y A TRICHERIE !

Nous avons vu avec quelle promptitude, les transporteurs ont augmenté les tarifs lorsque le prix du carburant a connu une hausse à la pompe. Mais depuis quelques jours, le tarif du carburant a diminué mais pas ceux du transport. Ce sont très souvent, à des altercations que l'on assiste dans le transport entre les passagers et conducteurs ou apprentis gbaka. Le gouvernement ne voit pas cela d'un mauvais œil, bien au contraire ce qu'il cherche, c'est dissimuler sa responsabilité en opposant les usagers et les conducteurs.

L'Etat a-t-il vraiment répercuté, comme il le prétend, la baisse du prix

du baril de pétrole sur celui du carburant à la pompe ? Pas du tout!

En effet, avant l'augmentation du 6 juillet, le gasoil à la pompe coûtait 545 F le litre. A cette même période, le coût du baril sur le marché mondial était un peu plus de 90 dollars. Mais quand le coût du baril est passé à 150 dollars, le gouvernement a fixé le prix du gasoil à 785 F avant de descendre à 685 F. Aujourd'hui, Alors que le prix du baril est descendu jusqu'à moins de 50 dollars, le gasoil coûte 625 F à la pompe. La baisse n'est donc pas conséquemment proportionnelle à celle du prix du baril de pétrole. Quand le baril augmente, c'est immédiatement que les prix montent. Mais quand ça diminue, non seulement le gouvernement traîne mais il triche.

QUAND NOS DIRIGEANTS PRETENDENT LUTTER CONTRE L'INSALUBRITE !

Il y a environ deux mois, le gouvernement avait lancé une campagne pour soi disant sensibiliser la population sur la propreté de la ville d'Abidjan. Cela a été une occasion pour le ministre de la Ville et de la Salubrité publique de venir jouer au « balayeur » devant les caméras de la télévision comme l'avait fait le feu général Guéi dans le temps.

Malgré tout le tapage médiatique fait autour de cette prétendue opération « ville propre », la situation reste quasiment inchangée à

Abidjan, surtout dans les quartiers populaires qui croulent toujours sous le poids des ordures. C'est le cas à Adjamé sur le pont en face du Mirador où les ordures coupent carrément la voie, y créant continuellement un embouteillage de véhicules. Ce genre de situation perdure sans aucune réaction des autorités qui ont en charge le ramassage des ordures.

Et lorsque le ministre Mei Théodore dit : « Ma ville n'est pas une poubelle », il parle plutôt des quartiers chics des gens aisés comme lui et non de ceux habités par les petites gens et

les travailleurs. Il suffit par exemple de quitter Cocody, passer par le carrefour Indénié et arriver à Adjamé Nangui Abrogoua pour voir que ce sont deux endroits socialement différents, l'un bien entretenu et l'autre laissé pour compte. Les populations sont contraintes de côtoyer les immondices et y pataugent souvent à longueur de journée. Le résultat de tout ça c'est une puanteur qui enveloppe désormais les quartiers populaires, sans compter le retour en force de maladies liées à

l'insalubrité telles que la typhoïde et le choléra dont de nombreux nouveaux cas se présentent chaque jour dans les hôpitaux. Aujourd'hui, entre 5000 et 7000 personnes seraient emportées par le choléra chaque année.

Comme quoi, quant il s'agit de ramasser les ordures, nos dirigeants se contentent de faire des discours bon marché en se remplissant les poches au passage.

REGLEMENTS DE COMPTES DANS UN PANIER A CRABES !

Une bagarre a opposé à Koumassi des membres de la Force LIMA, milice anciennement basée à Toulépieu. Il y a eu un blessé grave. A l'origine, la décision d'une partie d'entre eux (500 miliciens selon le chef du groupe dissident) d'adhérer au RDR. Ce que d'après ces derniers, les autres plus proches du FPI ne leur pardonnent pas.

Avec la guerre, de nombreux groupes de miliciens ont vu le jour. Présentés comme des groupes « d'autodéfense » ou de « jeunes patriotes » volontaires pour défendre leur pays, ils se sont révélés comme les exécuteurs de basses besognes en

agissant comme des voyous pour le compte du pouvoir en place.

Payés par des dirigeants haut placés pour leurs sales besognes, ils sèment la terreur et n'hésitent pas au passage à racketter les petites gens dans les quartiers populaires. Ils voient, ils violent et parfois tuent en toute impunité.

Avec les élections qui approchent, c'est à celui qui pourra se vendre à un groupe politique donné. Mais quel que soit le parti politique qu'ils choisissent de soutenir, ces miliciens continueront de racketter au même titre que les corps habillés officiels. C'est devenu leur gagne pain et leur principale raison d'être !

FOLOGO : MONSIEUR SOUPE !

Laurent Dona Fologo se baptise lui-même « Monsieur propre » suite à une rumeur de détournement de 700 millions de FCFA qui auraient disparu au CES (Conseil Economique et Social). Vraie ou fausse, il est fort probable que cette affaire va être classée sans suite comme tant d'autres.

Cependant, monsieur Fologo a une particularité : C'est un opportuniste de première classe. Il accroche toujours son wagon pour rouler derrière le tenant du pouvoir. Il a commencé avec Houphouët Boigny, ensuite il a servi Konan Bédié puis Guéï et aujourd'hui il roule pour Gbagbo. Celui-ci lui a offert, en guise

de récompense, la présidence du CES. Il peut ainsi continuer à bien gagner sa vie. C'est un poste honorifique et en même temps lucratif.

Fologo n'est certainement pas le seul à s'être rempli les poches parmi

les hommes politiques ; mais il serait intéressant de savoir le petit secret de ce « monsieur propre » qui plonge les mains dans toutes les marmites tout en les gardant propres !

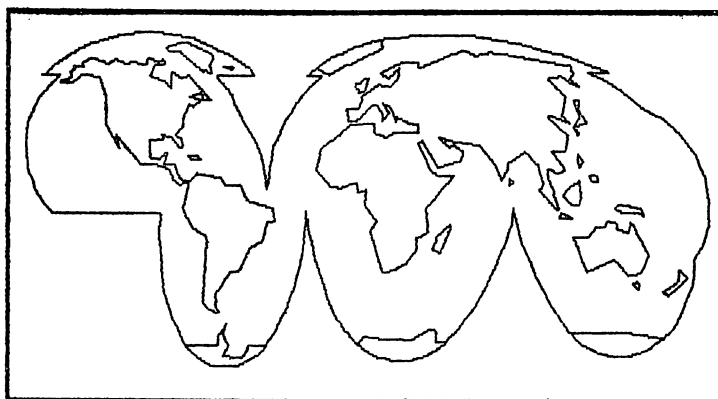
ALI BABA ET SES 40 MINISTRES

"Regardez les Etats-Unis, ils n'ont que 15 ministres, nous on a 40 et on ne peut même pas nettoyer les poubelles d'Abidjan, c'est inadmissible!"

Quelle est cette personne qui stigmatise l'incapacité des autorités dans le ramassage des ordures? Sûrement un opposant, serait on tenté de dire! Pas du tout, c'est Mamadou Koulibaly, président de l'Assemblée nationale, numéro 2 du régime et bras droit de Gbagbo.

Mais si c'est lui qui le dit, ce n'est pas nous qui allons dire le contraire! Il faut croire que son patron et ses 40 ministres sont plus préoccupés par le ramassage du " blé" que celui des ordures ménagères. Les beaux quartiers où ils habitent sont propres et nets. Les ordures sont repoussées vers les quartiers pauvres, loin de leurs narines et de leurs yeux. Mamadou Koulibaly n'est certes pas ministre mais il fait partie de la bande.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

FILTISAC : UN JOUR FERIE VOLE !

En dépit du jour férié du 15 novembre, Filtisac a non seulement fait travailler ses employés, mais a déclaré ce jour comme ordinaire, c'est-à-dire sans aucune majoration pour les travailleurs. C'est du vol pur et simple qui s'ajoute à l'exploitation féroce, aux bas salaires, aux brimades et autres sanctions que subissent les ouvriers de cette usine.

Les patrons de cette entreprise qui ont le culot de la présenter comme « moderne » voudraient que les travailleurs crèvent à la tâche pour augmenter leurs profits. Mais qu'ils fassent attention au coup de colère car à force de presser le citron ils pourraient trouver les pépins très amères !

MAERSK : CE N'EST PAS AUX TRAVAILLEURS DE PAYER LES ERREURS DE POINTAGE !

Ils sont une bonne trentaine de travailleurs de Maersk qui n'ont pas reçu la totalité de leur paye de la première quinzaine du mois de novembre. Parmi ceux-ci il y a même certains qui ont eu un bulletin vierge. « Une erreur de pointage » serait, selon la direction, à la base de cet état de fait.

Il est inadmissible que des gens puissent travailler durement dans de mauvaises conditions pendant des jours et qu'on leur dise tout simplement : « on s'est trompé dans le pointage ». Lequel des patrons auraient accepté ce genre de légèreté de la part d'un travailleur ?

Les travailleurs concernés ont eu la promesse ferme que l'erreur sera réparée et qu'ils percevront la totalité de leur paye. Mais grande fut leur surprise de constater que c'est seulement des compensations qu'on avait prévues pour eux. Si c'était simplement une erreur comme le prétendait la direction, les travailleurs auraient dû percevoir la totalité de leur paye immédiatement après la découverte de l'erreur,

Et comme si cela ne suffisait pas, face à la grogne des salariés, la direction a répondu par des menaces tout en promettant qu'elle reverserait le reliquat sur la paye prochaine. Elle se croit tout permis.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

SORTIE DU PERSONNEL MAERSK : BLAGUER TUER !

Le 5 octobre dernier, la direction a invité le personnel à une sortie détente à Songon village. Elle a loué deux gros cars pour le transport. Il y avait à manger, à boire, « offert » par l'entreprise, de même qu'une course de pirogue et de la danse.

Dans son discours le DG a promis d'être « plus proche des travailleurs » et d'organiser d'autres sorties comme celle-là à l'avenir. Il

croit qu'il va endormir les travailleurs avec ce genre de sortie. C'est l'entreprise qui paye, certes. Mais cet argent ne sort pas de la cuisse de Jupiter ! Ce n'est qu'une infime partie de l'énorme profit tiré de la sueur de ses employés mal payés.

Qu'il garde donc ses discours paternalistes pour ses enfants et qu'il paye d'abord aux travailleurs leur dû !

SOGICI-BOIS : MÊME MALADE, IL FAUT TRAVAILLER

Voici un témoignage d'un ouvrier de cette entreprise située dans la zone industrielle de Yopougon.

« Je suis à SOGICI-Bois depuis près de deux ans. Nous travaillons dans des conditions difficiles, sans aucune protection. Pas même un simple cache-nez contre les sciures de bois. Nos plaintes et revendications sont toujours restées lettres mortes. Voilà, il y a un mois de cela, je suis tombé malade. Pour bien me soigner j'ai pris une semaine de repos. Quelques jours après ma reprise j'ai ressenti la même douleur. Je me suis rendu à la direction pour demander un nouveau repos. Le directeur m'a dit que pour lui, ce qui compte c'est le travail et qu'il fallait que je regagne mon poste immédiatement. Il a même ajouté que je pouvais mourir au poste et que ce n'était pas son problème.

Le nouveau repos m'était ainsi refusé alors que ma santé l'exigeait. Comme je ne pouvais pas vraiment travailler, malgré ses menaces je suis rentré à la maison pour me soigner. Et depuis ce jour il ne peut plus me sentir. Il me dit de passer mais quand je repasse, une fois à la porte de l'usine, les vigiles me disent qu'ils ont reçu la consigne de ne pas me laisser entrer. Cela dure depuis près de deux semaines.

Ce traitement qu'il m'inflige indigné mes collègues de travail. Mais même les délégués n'osent pas aller parler car il n'y a pas longtemps ceux d'entre nous qui voulaient s'organiser pour avoir une section syndicale, ont été radiés ».

Les patrons bafouent les règles les plus élémentaires. Ils licencient pour un oui ou pour un non. Ils payent

des salaires de misère et veulent que l'ouvrier se tue pour la seule chose sacrée à leurs yeux : leurs profits. Cela devra cesser un jour lorsque les

travailleurs se lèveront et s'organiseront pour défendre leurs intérêts face à ces rapaces.

**SOCIFAD : LA PRECARITE POUR LES TRAVAILLEURS ET LE PROFIT
MAXIMUM POUR LES PATRONS**

Un ouvrier raconte ce qui se passe dans cette entreprise.

« A la Société de Fabrication d'Articles Divers, située à Yopougon, nous sommes tous des journaliers. La Socifad a trois sections, une pour les sachets, une pour les imprimeurs et la dernière pour ceux qui fabriquent des chaussures, des sceaux de bain etc. Mais sur l'ensemble de ces sections s'il y a des embauchés, ils se comptent sur les doigts.

Je travaille dans cette boîte depuis plus de deux ans comme journalier. Dans ma section, à l'extrusion, notre travail consiste à faire des gaines pour la fabrication des sachets de pharmacie et aussi ceux qu'on utilise pour vendre de l'eau. Une seule personne contrôle à la fois trois machines. Et c'est la même personne qui fait le mélange des produits sous l'oeil vigilant des contremaîtres contrôleurs. C'est un travail qui

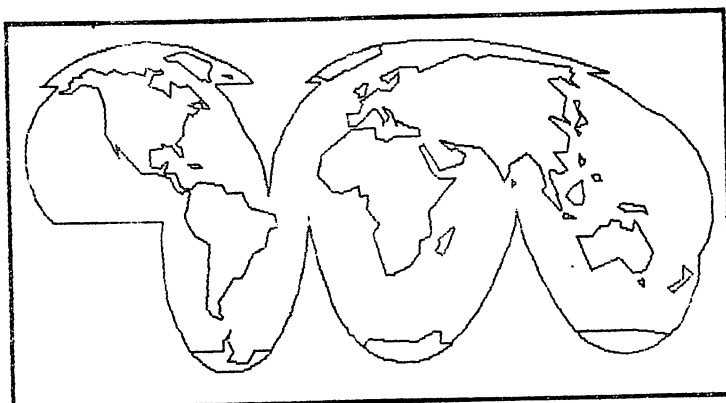
demande beaucoup de vigilances. Il est presque impossible de contrôler trois machines pour une seule personne. Mais la direction refuse d'embaucher plus de personnels. Et nous devons faire avec.

Quant à la rémunération, elle est du même ordre que ce que tous les journaliers touchent dans cette zone, à savoir, 2800 F par jour et seulement 3600 F quand c'est le travail de nuit.

Pour avoir une place dans cette entreprise, il faut faire un « stage » de un à deux mois. Pendant cette période, la direction ne vous donne même pas de prime de transport. C'est une fois « engagé » que vous avez droit à ce salaire de misère.

La voracité des patrons n'a pas de limite, tant qu'ils ne tombent pas sur un os !

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LES CLASSES PAUVRES N'ONT PAS À FAIRE LES FRAIS DU CAPITALISME EN CRISE
--

Actuellement le système financier international est en crise. A l'origine il y a eu la crise immobilière américaine. Elle avait débouché sur la faillite de nombreuses grandes banques. Ces faillites en série, parties des Etats-Unis ont affolé les marchés boursiers du monde entier. Des sommes colossales sont parties en fumée en l'espace de peu de temps. C'est que les Etats-Unis sont la plus grande puissance mondiale et lorsque leur système trébuche, tout le reste du monde a mal aux pieds et se met à boiter.

Le système financier international forme un tout. Les grandes banques de toute la planète s'échangent entre elles quantités d'actions, de titres, de devises et aussi des "produits dérivés". C'est ainsi qu'après les Etats-Unis, la crise financière a affecté tous les continents.

La banque centrale européenne (BCE) ainsi que les Etats, interviennent à tour de bras pour sauver les établissements financiers en faillite. Des sommes d'argent colossales sont mises à leur disposition en vue d'enrayer la crise. Malgré cela la tempête financière continue. Les dirigeants des grandes puissances multiplient leurs rencontres et organisent des sommets appelés G7, G8, G20 etc. Cela traduit leur affolement et finalement leur impuissance à faire face à la furie de ce système devenu fou. Ils ne font que constater l'échec des différents plans de sauvetage mis en oeuvre par les gouvernements et les banques centrales.

L'économie capitaliste est malade et cette maladie ne fait

qu'empirer menaçant une faillite généralisée du système. Les spécialistes et autres experts sont déboussolés et réclament tous une réforme du système financier international.

En réalité ce système (le capitalisme) qui, à ses débuts, était à l'origine de grands progrès pour l'humanité est devenu au fil des ans sénile et nuisible. Socialement c'est une organisation injuste. Economiquement, le capitalisme est irrationnel et humainement il est insupportable.

Aux Etats-Unis, plus de deux millions de personnes ont été jetées à la rue, aux parce qu'elles n'étaient plus en situation de régler les remboursements de leur logement aux banques. Dans ce pays le plus riche du monde, des millions de travailleurs sont mis à la porte des entreprises au fur et à mesure que celles-ci ferment. Une partie des classes populaires est poussée vers une misère grandissante.

Les dirigeants politiques et économiques qui ont été prompts à décaisser des sommes faramineuses pour tenter de secourir les criminels de la finance, ne font rien face à la dégradation accélérée des conditions de vie des classes laborieuses. Au contraire c'est à celles-là qu'ils s'apprêtent tous à faire payer la crise. Et cela ils l'ont déjà commencé.

Dans les pays pauvres, en particulier ceux du continent africain, dont l'économie est totalement dominée par les grandes puissances capitalistes, les conditions d'existence des populations laborieuses qui étaient déjà catastrophiques avant même que cette crise n'éclate, vont s'empirer. Cela risque d'être le cas dans le

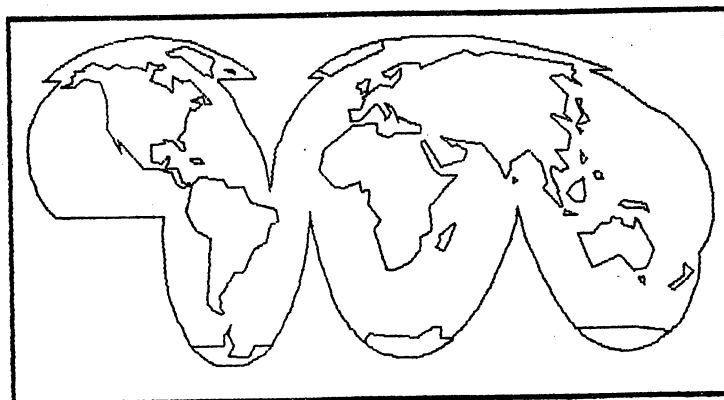
secteur coton, par exemple. La baisse de la demande de coton fibre dans les pays riches a provoqué une chute du cours de cette matière première sur le marché mondiale. Cela aura comme conséquence la ruine des petits producteurs de coton dont la vie dépend du prix auquel ils vont pouvoir vendre leurs produits.

La flambée des prix des denrées alimentaires de base, est une des manifestations de cette crise. Les capitaux énormes entre les mains des puissances financières, au lieu de s'investir dans la production industrielle où ils ne trouvent pas des débouchés rentables, ont été lancés dans toutes sortes de spéculations, entre autres sur les matières premières. Ce sont ces mouvements spéculatifs qui avaient fait grimper artificiellement les prix des matières comme le pétrole, le blé, le riz, le maïs sur le marché mondial, se répercutant sur l'ensemble des denrées alimentaires.

La récession qui est en train de frapper la plupart des pays développés se traduira inéluctablement par une baisse de l'activité industrielle dans les pays sous développés qui approvisionnent les pays riches en matières premières. Cela se traduira par une précarité encore plus grande de ceux qui ont la chance d'avoir un petit emploi. Cela se traduira aussi par des réductions d'effectifs, donc des licenciements. Ce sont les travailleurs et leurs familles qui souffriront encore plus des soubresauts de ce système capitaliste malade.

Cette organisation économique ruine l'existence de la majorité pour enrichir une minorité. Elle mérite de disparaître et d'être remplacé par un système plus juste basé sur la satisfaction des besoins de tous les êtres humains. Plus que jamais le communisme est d'actualité.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation